

## **Accord professionnel**

### **DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER**

---

ACCORD DU 30 JUIN 2008

RELATIF À LA CONSTITUTION D'UN FONDS COMMUN D'AIDE AU  
PARITARISME POUR LA BRANCHE DU DIAGNOSTIC TECHNIQUE  
IMMOBILIER

NOR : ASET0850917M

Les organisations signataires du présent accord ont décidé de constituer un fonds commun d'aide au paritarisme pour permettre aux organisations syndicales d'employeurs et aux organisations syndicales de salariés représentatives d'exercer leurs missions pour rédiger, négocier et faciliter l'extension de la convention collective du diagnostic technique immobilier et d'en favoriser l'application en développant la négociation collective au sein de la branche lorsque cette convention entrera en vigueur.

A cette fin, le présent accord a vocation à fixer les règles régissant les modalités de constitution et de financement de ce fonds.

#### **Article 1<sup>er</sup>**

##### *Objet de l'accord*

Les organisations signataires du présent accord constatent que la négociation permanente de la convention collective nationale du diagnostic technique immobilier exige de nombreuses réunions, requiert la collaboration de conseillers techniques et la consultation d'experts qui contribuent à créer, à faire évoluer et à parfaire les textes initiaux.

Par ailleurs, être acteurs de cette négociation entraîne pour les signataires la mise en place de structures spécialisées chargées d'assurer les travaux administratifs, l'information et les renseignements à l'attention des employeurs et des salariés de la branche. De manière plus générale, les organisations professionnelles et syndicales sont amenées dans ce cadre à intervenir pour la promotion des activités de la branche et dans le développement de l'exercice du syndicalisme en ce qui concerne tant les organisations patronales que les organisations syndicales de salariés.

Afin que la charge de fonctionnement du paritarisme soit équitablement répartie sur la totalité des entreprises ressortissant du champ d'application, les signataires ont décidé de constituer un fonds commun d'aide au paritarisme.

## **Article 2**

### *Financement du fonds d'aide au paritarisme*

Le financement du fonds d'aide au paritarisme est assuré par une cotisation annuelle à la charge des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale du diagnostic technique immobilier. Cette cotisation est égale à 0,08 % de la masse salariale brute du personnel, cotisation entièrement à la charge de l'employeur.

Le montant minimal de cette contribution est fixé à 50 € par an, révisable annuellement selon les conditions fixées en annexe du présent accord.

Le paiement de la contribution due par les entreprises possédant des salariés devra avoir lieu au plus tard le 28 février de chaque année. Elle est obligatoire à compter du premier jour suivant la signature de l'accord pour les entreprises adhérentes aux organisations signataires, et à compter du premier jour suivant la parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension pour l'ensemble de la profession. En outre, l'ensemble des frais générés par les rappels, les procédures précontentieuses et contentieuses seront à la charge des débiteurs.

Tout paiement effectué après la date d'échéance entraînera des pénalités de retard fixées forfaitairement à 150 €, révisables annuellement selon les conditions fixées en annexe du présent accord.

## **Article 3**

### *Création de l'association paritaire*

Les organisations signataires du présent accord s'entendent pour créer une association pour le financement du paritarisme dans la convention collective nationale du diagnostic technique immobilier, dénommée association paritaire du diagnostic technique immobilier, ci-après dénommée APDTI.

L'APDTI recueille et répartit les cotisations qui lui sont destinées dans les conditions fixées par l'article 4 du présent accord.

## **Article 4**

### *Affectation du montant des cotisations recueillies*

Le montant total et global des contributions recueillies par l'APDTI chargée de la gestion des fonds pour la branche couverte par la convention collective nationale du diagnostic technique immobilier sera affecté à 100 % au fonds dédié aux frais de fonctionnement du paritarisme selon la répartition suivante :

- 46 % aux organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national signataires du présent accord ;
- 46 % aux organisations professionnelles patronales représentatives et signataires du présent accord ;
- 8 % maximum, affectés aux frais de gestion courante de l'APDTI.

L'association paritaire rendra compte annuellement à la commission paritaire nationale de la manière dont sont utilisés les fonds ainsi collectés.

## **Article 5**

### *Date d'entrée en vigueur et impérativité de l'accord*

Le présent accord prend effet pour les entreprises adhérentes le premier jour suivant sa signature par les organisations, et le premier jour suivant sa publication au *Journal officiel* pour l'ensemble de la profession.

Il ne pourra être dérogé par accord, de quelque niveau que ce soit, au présent texte.

## **Article 6**

### *Durée. – Révision. – Dénonciation*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra faire l'objet d'une révision à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La révision pourra prendre effet dans les conditions visées aux articles L. 2222-5, L. 2261-7 et L. 2261-8 du code de travail. L'accord pourra également être dénoncé par l'une des parties signataires moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Chaque syndicat signataire de l'accord ou y ayant adhéré en totalité peut donc demander sa révision en tout ou partie. Il adresse sa demande à tous les autres syndicats signataires ou adhérents par lettre recommandée avec avis de réception en y exposant les évolutions proposées. Les autres signataires ou adhérents sont alors tenus d'examiner cette proposition et d'y répondre dans un délai maximum de 3 mois.

Les modalités de dénonciation sont fixées aux articles L. 2222-6, L. 2261-9 et L. 2261-10 du code de travail. Toutefois, les nouvelles négociations devront être engagées dans le mois de la signification de la dénonciation.

## **Article 7**

### *Extension du présent accord. – Publicité*

Le présent accord est fait en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1 et L. 2262-8 du code du travail.

L'extension du présent accord sera demandée en application des articles L. 2261-15, L. 2261-24 et L. 2261-25 du code du travail.

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès du ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité, de la direction départementale du travail et du conseil de prud'hommes du lieu de sa signature.

Fait à Paris, le 30 juin 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

FNECI.

### **Syndicats de salariés :**

CFSV-CFTC ;

Fédération commerce, distribution et services CGT ;

FEC-FO ;

FNECS CFE-CGC.